

> [Analyses et témoignages](#) > [Europe](#) > NON au référendum en Grèce : une gifle pour l'Europe

NON au référendum en Grèce : une gifle pour l'Europe

TARIK BOUAFIA

Partager 8

7 juillet 2015

Article en PDF: 

Les Grecs se sont exprimés massivement par référendum contre les nouvelles mesures d'austérité que la Troïka a tenté d'imposer au pays. C'est une victoire pour la démocratie et la dignité du peuple grec. C'est aussi un revers cinglant pour cette Europe néolibérale et autoritaire.



Le dimanche 5 juillet 2015 restera sans doute un jour historique tant pour la Grèce que pour l'Europe tout entière. Cinq ans après le début de l'offensive néolibérale et la mise en place de politiques d'austérité qui ont conduit le pays à la ruine, le peuple grec s'est massivement opposé par référendum aux nouvelles mesures d'austérité imposées par ses créanciers internationaux. Alors que tous les sondages donnaient le « OUI » et le « NON » au coude à coude, ce dernier l'a finalement emporté avec plus de 61% des voix.

Ce vote est un véritable plébiscite pour le gouvernement d'Alexis Tsipras, en lutte depuis plus de six mois contre l'intransigeance et le mépris que certains osent encore appeler des « partenaires » européens. Tsipras s'est félicité de la victoire du NON et, comme un pied de nez à l'Union Européenne, a rappelé qu'on « ne pouvait pas faire de chantage avec la démocratie » avant d'ajouter que « la restructuration de la dette est nécessaire pour sortir de la crise ». C'est la première fois depuis le début de la crise que les Grecs avaient la possibilité de s'exprimer clairement et souverainement pour ou contre la barbarie austéritaire. Et le peuple ne s'est pas trompé.

Cette consultation populaire a été l'occasion pour les citoyens grecs d'envoyer un message fort à l'Allemagne, au FMI ainsi qu'aux créanciers internationaux : Oui, le peuple grec est toujours debout ! Ni les pressions, ni le chantage, ni les menaces n'auront réussi à intimider ce brave et digne peuple grec.

Ce désormais historique dimanche 5 juillet 2015 a permis aux Grecs de retrouver ce qu'ils avaient perdu depuis 2010, c'est à dire leur indépendance, leur liberté, leur démocratie, leur dignité et leur souveraineté qui avaient été si souvent bafouées, violées, mises à mal par la Troïka et par l'Allemagne. Durant cinq longues années, les Grecs ont été contraints à la passivité et à l'inaction politique. Les banques, et dans une plus large mesure le système financier, étaient alors devenus les maîtres d'Athènes, cité qui 2000 ans plus tôt avait vu naître l'une des plus belles créations de l'espèce humaine : la démocratie.

Les Grecs, par un sursaut citoyen et souverain, ont une nouvelle fois prouvé leur grandeur. Ce peuple si courageux qui avait lutté de manière héroïque contre les nazis durant la seconde guerre mondiale pour résister ensuite à la terrible dictature fasciste des colonels (1967-1974).

OXI, trois lettres qui symbolisent à elles seules la résurrection, la renaissance, le courage d'une communauté d'hommes et de femmes que le capitalisme néolibéral avaient condamnés au supplice. Baisse des salaires et des pensions de retraite, coupes budgétaires dans tous les services publics, notamment ceux de la santé et de l'éducation, fermeture de la chaîne de télévision publique, privatisations de pans entiers de l'économie, augmentation de l'impôt des plus pauvres... Une politique économique dictée depuis Bruxelles, Berlin et Washington (siège du FMI) et qui a fait de cette merveille qu'est la Grèce un territoire où les suicides ont explosés et où des maladies jadis éradiquées sont réapparues.

Un camouflet pour l'Europe

Ce vote massif en faveur du NON est une véritable gifle pour la Troïka ainsi que pour tous les États européens favorables à la ligne dure face à Athènes avec à sa tête l'Allemagne d'Angela Merkel. Depuis l'annonce de l'organisation du référendum par le premier ministre Alexis Tsipras dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 juin dernier, les assassins de la Grèce n'ont

pas perdu une minute pour faire campagne en faveur du OUI, s'ingérant une nouvelle fois dans les affaires intérieures du pays et bafouant ainsi une énième fois l'indépendance et la souveraineté du peuple grec.

Tel des chiens enragés, les dirigeants européens avaient accueilli la nouvelle de ce référendum avec beaucoup de colère. L'ancien président français Nicolas Sarkozy allant même jusqu'à traiter M. Tsipras d' « irresponsable ». Est-ce vraiment le qualificatif le plus adéquat pour désigner un premier ministre qui en appelle à la souveraineté populaire sur des affaires aussi graves que l'avenir économique et politique du pays ? Apparemment oui. Mais, en réalité, cette déclaration de M.Sarkozy qui n'a bien évidemment rien de surprenant résume bien l'esprit qui anime cette moribonde Union Européenne.

En effet, cette dernière est sans doute l'une des institutions mondiales les plus anti-démocratiques qui soit. Les Français notamment se souviennent très bien de la trahison dont ils ont été victimes en 2008 lorsque M.Sarkozy, récemment élu, fit voter au parlement, avec les voix de son parti l'UMP mais aussi avec celles du Parti Socialiste, le Traité de Lisbonne, version remastérisée du Traité Constitutionnel Européen (TCE) que le peuple français avait largement rejeté à 55 % par référendum trois ans plus tôt.

Les Grecs de leur côté se souviennent également de la réaction déchaînée des principaux dirigeants européens lorsque George Papandréou, alors premier ministre du pays, ne sachant plus quoi faire face à la pression de plus en plus grande de la rue, proposa en 2011 d'organiser un référendum sur les nouvelles mesures d'austérité que les créanciers internationaux voulaient de nouveau imposer au pays. Un crime pour l'Union Européenne qui ne tarda pas à exiger l'abandon pur et simple de cette consultation populaire, menaçant ainsi le premier ministre grec de représailles financières et politique s'il persistait dans cette voie. Ce dernier, assez pleutre et soumis comme la plupart des sociaux-démocrates européens à l'image de François Hollande, fit rapidement marche arrière avant de démissionner et de terminer dans les poubelles de l'histoire.

Tout cela montre à quel point l'Union Européenne, qui se gargarise sans cesse des droits de l'homme et de la démocratie, n'hésite pas lorsque sa stabilité et ses institutions sont en danger à recourir à des procédés extrêmement brutaux. Chantage, menace, intimidations, celui qui ose remettre en cause ne serait-ce que timidement l'hégémonie néolibérale en vigueur en Europe s'expose immédiatement aux foudres de ceux qui osent encore s'appeler des « démocrates ». On voit bien là à quel point des mots comme « démocratie » mais aussi « souveraineté » ou encore « liberté » sonnent de plus en plus creux et ne signifient plus grand chose. En tout cas, le moins que l'on puisse dire c'est que cette Europe-là est loin d'être démocratique. En effet, pour l'idéologie libérale, la démocratie se résume à un jeu d'alternance au pouvoir où les dirigeants nouvellement élus ne font que poursuivre la même politique, parfois en pire, que leurs prédécesseurs.

« Démocratie » dans sa version libérale n'est rien d'autre que la préservation des intérêts de la classe dominante. C'est ce que le philosophe Alain Badiou nomme très justement le « capitalo-parlementarisme ». Une alliance entre le capital et les institutions de l'Etat pour consacrer le pouvoir de décision et de direction du capital. « Démocratie » telle que l'entendent les Occidentaux se concrétise par des simulacres de « débats contradictoires » qui ont lieu dans les salons feutrés des parlements ou sur les plateaux de télévision.

La démocratie, du moment où elle ne menace pas la classe économique dominante au pouvoir est acceptée comme règle du jeu. Tant que cette dernière ne remet pas en question l'emprise de l'argent sur les vies individuelles et collectives, alors cette démocratie-là est célébrée. Pour les néolibéraux dont le rêve serait de supprimer toute les manifestations démocratiques et de réduire les peuples au silence et à l'asservissement, le seul fait de penser que des citoyens se réunissent, débattent et décident souverainement de leur avenir sur tous les sujets qui les concernent leur est absolument insupportable.

Les représentants de ce système politico-économique éprouvent un tel mépris, un tel dégoût des peuples qu'il ne peuvent envisager que ces derniers s'opposent ou contrarient son hégémonie. Pour les Merkel, Hollande ou encore Lagarde, les peuples ne sont qu'une masse inculte et indiscipliné. N'est-ce pas Mme Lagarde, directrice d'une des institutions mondiales les plus cruelles et responsables de nombreux drames humains à cause des fameux plans d'ajustement structurel, qui a déclaré le 18 juin à l'issue d'une réunion de l'Eurogroupe que « L'urgence est de rétablir le dialogue, avec des adultes dans la pièce ». Une énième déclaration méprisante de ces puissants qui se croient absolument tout permis. Ils ne supportent décidément pas que des responsables politiques osent leur tenir tête tel que l'a fait le ministre des finances grec Yanis Varoufakis.

Par contre, lorsque la démocratie prend son véritable sens, c'est à dire « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » tout change subitement. Lorsque cette masse immense qu'est le peuple revendique son droit à la souveraineté et à l'expression populaire, alors elle est raillée, méprisée.

Quand la démocratie sert d'outil pour transformer voire mettre fin au système dominant alors cette démocratie-là doit être combattue, quitte à utiliser la manière la plus violente. Lorsque la Commune de Paris de 1871 consacra la démocratie directe et participative en la couplant à une révolution sociale inédite, les forces réactionnaires emmenées par Adolphe Thiers s'en remirent à la violence la plus abjecte et la plus barbare pour mettre fin à cette expérience révolutionnaire et restaurer l'ordre bourgeois.

Si l'Union Européenne n'a pas (encore) utilisé la force physique pour faire rentrer le gouvernement d'Alexis Tsipras dans le rang, elle n'a pas attendu très longtemps pour utiliser d'autres mécanismes tout aussi violents pour mettre la pression sur le premier ministre et le pousser à capituler. A peine quelques jours après le triomphe d'Alexis Tsipras aux élections du 25 janvier dernier, la Banque Centrale Européenne (BCE) coupait subitement les liquidités aux banques grecques comme pour prévenir que, bien que le peuple eut élu un nouveau gouvernement, les choses ne pouvaient et ne devaient pas changer. C'est ce que beaucoup

d'analystes ont nommé à juste titre un « coup d'Etat financier »

Les néolibéraux en colère

Peu après la publication des résultats du référendum et la confirmation du triomphe du « NON », certains responsables politiques européens se sont empressés de critiquer le choix du peuple grec. Le plus virulent a sans doute été le ministre de l'économie allemand Sigmar Gabriel, chef des sociaux-démocrates qui gouvernent main dans la main avec les conservateurs de Mme Merkel et qui a déclaré « Après le refus des règles du jeu de la zone euro, tel qu'il s'exprime par le vote non, des négociations sur des programmes d'aide chiffrés en milliards paraissent difficilement imaginables. » avant d'ajouter « Tsipras et son gouvernement mènent le peuple grec sur un chemin de renoncement amer et de désespoir ». Au fond, rien de surprenant venant de la part d'un dirigeant de droite.

Les médias n'ont pas non plus été en reste pour dénoncer ce mauvais choix fait par l'indiscipliné peuple grec. Depuis qu'Alexis Tsipras a annoncé la tenue du référendum, les médias dominants n'ont cessé de s'attaquer de manière virulente au premier ministre grec.

Comme lors du référendum constitutionnel de 2005, les médias sont partis en campagne et encore une fois en faveur du « OUI ».

A la télé, dans les journaux, à la radio mais aussi sur les réseaux sociaux, les éditocrates et autre idéologues en ont profité pour déverser toute leur haine et leur dégoût quant à l'organisation de ce référendum.

Pour ces défenseurs acharnés du libéralisme, le OUI allait facilement l'emporter et, par conséquence, allait provoquer la démission d'Alexis Tsipras, comme en témoigne ce tweet « visionnaire » (!) posté par un journaliste du Monde, Arnaud Le Parmentier, qui l'a ensuite supprimé : « Le plus drôle, c'est que les Grecs vont virer Tsipras en votant oui à l'Europe ». Ce journaliste a dû être sérieusement refroidi par les résultats de dimanche soir.

Et puis, comment ne pas parler de M. Bernard Henri-Lévy et de son tweet plein d'amalgames et de malhonnêteté intellectuelle. Ce pseudo « philosophe », enragé à l'idée que le peuple grec puisse s'exprimer de manière massive contre ce pourquoi il plaide et qu'il défend chaque jour, c'est à dire une Europe libérale, n'hésite pas à mettre Syriza et le parti néo-nazi Aube Dorée sur la même ligne. Il a en effet tweeté : « Tchao#Tsipras. La Grèce ne mérite-t-elle pas mieux que ce démagogue pyromane s'alliant avec les néo-nazis d'Aube Dorée ». Un tweet aussitôt retweeté par... M. Parmentier qui ne perd décidément pas une occasion de se ridiculiser.

Bernard Henri Lévy déplorant l'alliance inexistante et fantasmée de Syriza avec des néo-nazis ! On nage vraiment en plein délire. Cet homme qui s'est empressé de saluer l'arrivée au pouvoir en Ukraine des néo-nazis de Svoboda vient aujourd'hui donner des leçons à M.Tsipras. Au bal des hypocrites, M. Henri-Lévy mène plus que jamais la danse.

Mais M. Lévy n'a pas été le seul à tenter de décrédibiliser Syriza en tentant de comparer ce parti aux xénophobes d'Aube Dorée et à l'extrême droite en général. L'ancienne patronne du Medef, Laurence Parisot, s'est aussi lâchée en écrivant : « est-ce que tout le monde a bien compris que le « non » était soutenu par Aube Dorée ? ». En gros, ce que nous disent ces deux personnages, c'est que si vous votez « NON » vous collaborez avec les néo-nazis. Ainsi seuls ceux qui voteront « OUI » seront considérés comme des gens raisonnables et rationnels. Un tour de passe-passe absolument détestable mais qui n'étonnera personne, venant de personnalités qui ne vivent que parce que ce système-là existe et qui disparaîtront si tôt ce système disparu.

Certains qui n'ont pas fait le parallèle avec Aube Dorée se sont néanmoins permis de lier Syriza et le Front national. Pour Jean-Pierre Elkabach, chien de garde célèbre de la radio Europe 1, les membres de Syriza sont les « amis » du Front National. Pour lui comme pour d'autres, l'équation est simple : étant donné que Syriza dénonce l'austérité et les diktats de la Troïka et que, dans le même temps, le Front National s'en prend constamment aux institutions européennes et à l'« Europe de Bruxelles », cela suffit pour comparer ces deux mouvements politiques et les mettre dans le même sac.

Un véritable terrorisme médiatique qui ne vise qu'à pourrir, salir et décrédibiliser ce digne et courageux gouvernement grec.

Solidarité internationale

Ce terrorisme médiatico-politique et les attaques répétées contre M.Tsipras ne doivent cependant pas faire oublier l'immense soutien dont ce dernier jouit à travers le monde. A l'annonce des résultats, de nombreux dirigeants et responsables politiques, de Moscou à Buenos Aires en passant par Madrid, ont salué cette écrasante victoire du « NON » et en ont profité pour saluer la démocratie triomphante. Dans un communiqué du Kremlin, Vladimir Poutine, Président de la Russie, qui a déjà reçu à quelques reprises Alexis Tsipras, a « *exprimé son soutien au peuple grec face aux difficultés que le pays devra surmonter* ».

De son côté, Pablo Iglesias, leader de l'autre grand parti de gauche anti-austérité Podemos, a déclaré que « *les gouvernants européens et l'Eurogroupe doivent écouter ce qu'a dit la majorité du peuple grec* » après qu'il ait tweeté « *Aujourd'hui en Grèce, la démocratie a gagné* ».

Enfin, une fois n'est pas coutume, de nombreux pays latino-américains ont exprimé leur soutien et leur solidarité avec le peuple et le gouvernement grec. De l'Argentine à Cuba en passant par la Bolivie et le Venezuela, tous ont salué le triomphe de la démocratie et le rejet massif du néolibéralisme.

La Présidente argentine Cristina Kirchner a déclaré : « *Le peuple grec a dit NON aux impossibles et humiliantes conditions qu'on prétend lui imposer pour la restructuration de sa dette extérieure* » avant de rappeler que « *Nous Argentins, nous savons de quoi il s'agit. Nous espérons que l'Europe et ses leaders comprennent le message des urnes. On ne peut exiger de personne qu'il signe son arrêt de mort* ».

Autre message de soutien, celui du Président bolivien Evo Morales qui a félicité « *le grand peuple grec pour le triomphe du « non paiement » de la dette qui est une défaite infligée à l'impérialisme européen* ».

Son homologue vénézuélien, Nicolas Maduro s'est lui aussi réjoui du résultat du scrutin de dimanche : « *Félicitations, premier ministre Alexis Tsipras ! Félicitations au peuple grec qui a dit NON au Fond Monétaire International et aux vampires de la Banque Mondiale* » a-t-il déclaré.

Il faut dire que cette même Amérique Latine était, il y a à peine vingt ans, dans la même situation que la Grèce aujourd'hui. La seule différence, c'est que dans de nombreux pays du sous-continent, les fameux plans d'ajustement structurels du FMI ont été imposés par la violence, la vraie, celle des armes.

Au Chili tout d'abord après le coup d'Etat du général Augusto Pinochet le 11 septembre 1973. Le pays est devenu par la suite un véritable laboratoire d'expérimentations des thèses économiques de l'Autrichien Friedrich Hayek et de l'états-unien Milton Friedman de l'école de Chicago.

Le Chili, suivi par l'Argentine qui entre dans l'ère néolibérale avec l'arrivée au pouvoir des militaires le 24 mars 1976. Le Brésil, le Venezuela, la Bolivie et beaucoup d'autres pays du sous-continent suivront le même chemin pour terminer dans des situations économiques, sociales et humanitaires catastrophiques.

Les luttes n'ont jamais cessé en Amérique Latine. Des combats légitimes et courageux portant au pouvoir des dirigeants progressistes et révolutionnaires qui ne tarderont pas à en découdre avec le FMI, la Banque Mondiale et toutes les grandes multinationales responsables de tant de misère et de souffrance.

Le NON qui s'est exprimé dimanche en Grèce ne peut et ne doit pas rester dans les frontières grecques. Il doit servir d'exemple à d'autres nations, à d'autres peuples qui, à travers la planète, se battent jour après jour pour que disparaisse de la surface de la terre ce système si injuste et si cruel qu'est le capitalisme.

Source : Investig'Action

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

copyright michel

graphisme dev: Platanos studio

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |